

NOUVELLES TECHNOLOGIES

À Mulhouse, le numérique est sur les rails

Accord avec la Caisse des Dépôts et Consignations, permis de construire ficelé, bail de 60 ans signé avec Mulhouse Alsace agglomération (M2A) : plus rien n'empêche le lancement du Kilomètre 0 (ou KM0) à Mulhouse, en lieu et place de l'ancienne usine de la SACM. Les porteurs de ce projet ont levé le voile hier matin, au sein de l'agence mulhousienne DeA Architectes.

Pierre Gusz

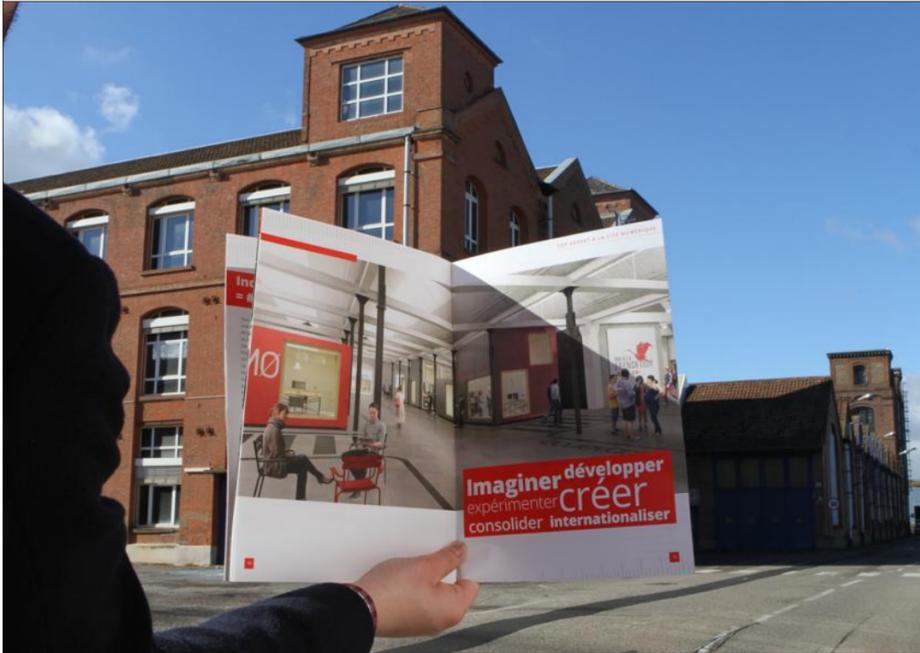
Six principaux porteurs de projet couvrant un « *nouvel âge d'or de l'économie mulhousienne à construire* » – formule chère au maire de Rixheim Olivier Becht, vice-président de M2A délégué à l'attractivité et à la compétitivité du territoire – et au moins autant de discours entendus hier matin.

Top départ avec Patrick Rein : « *On avait prévu une conférence de quatre heures mais on risque de vous perdre en cours de route !* », lance le fondateur d'Activis et de Rhénatic. Fous rires nerveux dans l'assistance. Il poursuit avec la genèse du Kilomètre 0, « *un projet complexe, qui n'est pas seulement immobilier mais aussi industriel et numérique* ». « *L'idée du projet découle de l'e-nov campus, avec la volonté de rester en contact avec les promo-*

tions des années précédentes. Comment faire ? Où les loger ? C'est là que nous avons pensé à la Fonderie et à la borne du kilomètre zéro en particulier, aux portes de la SACM (pour Société Alsacienne de Construction Mécanique), comme point de départ de cette nouvelle aventure », poursuit Patrick Rein. Pour mémoire, le KM0 marquait le début de la ligne de chemin de fer reliant Mulhouse à Thann.

Un moteur pour sortir de la crise ?

Patrick Rein reprend, l'air plus grave : « *J'entends dire que nous sommes en crise depuis 1974... Dans l'industrie, entre les objets connectés et les machines de plus en plus souvent reliées entre elles, le numérique peut être un moteur pour en sortir* ». D'où l'idée de « *créer, sur notre territoire, l'écosystème nu-*



Porte d'entrée du KM0, le bâtiment B23 de l'ex-usine de la SACM, à Mulhouse. Ouverture prévue fin 2016.

Photos L'Alsace/Thierry Gachon



Les porteurs du projet, de gauche à droite : Gérard Cohen, Michel Lévy, Romain Spinali, Patrick Rein, Guillaume Delemazure et Olivier Zeller. Photo L'Alsace

mérique de demain », poursuit Gérard Cohen, de l'Université de Haute-Alsace. Un écosystème qui regrouperait « *un cœur de formation, des start-up, un techlab pour croiser et mutualiser les connaissances* », ajoute le maître de conférences.

À la Fonderie, les bâtiments B23 et B24 (ex-usine de la SACM) qui accueillent le KM0 sont la propriété de la collectivité Mulhouse Alsace agglomération. Un bail de 60 ans a

été signé entre cette dernière et les actionnaires du projet réunis en société civile immobilière – les six partenaires évoqués plus haut, plus la Caisse des Dépôts et Consignations. Le permis de construire, déposé en juillet dernier, est enfin ficelé.

« La dixième version du projet »

Guillaume Delemazure, gérant de DeA Architectes, avait alors toutes les cartes en main, hier matin, pour

lever le voile sur « *la dixième version du projet* » dans ses grandes lignes architecturales. « *Il a fallu être agile dans la stratégie structurelle et énergétique du bâti* », souligne l'architecte. Un parvis sera installé devant le bâtiment B23. Après nettoyage et réaménagement des lieux, l'entrée se fera sur son côté droit. Celle-ci débouchera directement sur le centre de gravité du KM0, le « *village numérique, lieu de rencontre et de formations* » avant un espace ouvert – sous les

sheds – colonisé par différents cubes (les start-up). L'étage sera quant à lui dédié aux entreprises plus fortes, à des bureaux plus conventionnels et au fameux techlab. Côté chauffage, seules les parties occupées – comme les cubes au rez-de-chaussée ou les bureaux à l'étage – le seront, pas le reste de l'espace intérieur.

Romain Spinali, seul acteur à ne pas avoir pris la parole

Seul acteur à ne pas avoir pris la parole hier : Romain Spinali. Extinction de voix ? Le gérant d'Unilys se montre rassurant : « *Il y avait beaucoup de choses à présenter et le timing était serré... J'interviendrai sur d'autres thématiques, plus axées sur le numérique* ». Car les porteurs de ce projet comptent bien reparler de leur bébé encore virtuel avant ouverture. Prochain rendez-vous fixé avant Noël.

SURFER Plus d'infos sur ce projet sur le site : www.km0.info

6

Le chiffre

C'est, en millions d'euros, le budget de la première phase des travaux au Kilomètre 0 mulhousien. L'ouverture à ses premiers occupants est annoncée pour la fin de l'année 2016, en même temps que les lofts en cours d'aménagement dans le bâtiment d'à côté.

AMÉNAGEMENT

Serm + Semha = Citivia

La Serm (Société d'équipement de la région mulhousienne) et la Semha (Société d'économie mixte de Haute Alsace) ont entamé leur rapprochement au début de l'année dernière, avec à leur tête un directeur général commun, Stephan Muzika. Les deux aménageurs vont maintenant jouer « *la dynamique de groupe* » sous une même bannière : Citivia, un nom dévoilé lundi soir, lors de la cérémonie du 25^e anniversaire de la Serm à Mulhouse. La Serm a été rebaptisée Citivia SPL (comme société publique locale, son statut). La Semha s'appelle désormais Citivia Sem (comme société d'économie mixte, là encore, son statut), un changement de nom avalisé mardi en assemblée générale. Le groupe Citivia, qui réunit les deux entités, sera bientôt doté d'un site internet.

Basée dans le quartier du Nouveau Bassin, à Mulhouse, la Serm emploie une quarantaine de salariés. Son rayon d'action dépasse déjà l'agglomération mulhousienne et le mouvement devrait s'amplifier, ont souligné à l'occasion du 25^e anniversaire Stephan Muzika et l'adjoint au maire mulhousien Philippe Maitreau, président de la SPL. L'entrée au capital de la Région Alsace a par exemple déjà permis de confier à la Serm des opérations dans des lycées à Altkirch ou Sélestat. La Ville de Sélestat est elle aussi entrée au capital de l'aménageur mulhousien, qui va travailler sur la rénovation du centre ancien de la commune. Autre nouvel actionnaire depuis peu : la Ville de Thann, où la Serm planche sur une opération résidentielle.

Outil à vocation départementale depuis son origine (elle a été créée par le conseil général du Haut-Rhin en 1992), la Semha, présidée par Catherine Rapp, est quant à elle basée à Colmar et elle emploie une dizaine de personnes.

HABITAT

Onze communes en déficit de logements sociaux en Alsace

Le délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat a indiqué, hier à Strasbourg, que six communes haut-rhinoises et cinq bas-rhinoises ne construisaient toujours pas assez de logements sociaux.



Thierry Repentin (à droite) et le préfet de région, Stéphane Fratacci, ont visité l'ancien hôpital militaire Lyautey de Strasbourg, qui doit être réhabilité. Photo L'Alsace/Dominique Gutekunst

Thierry Repentin, le délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat, a fait le point avec les services de l'État puis avec les élus de l'Eurométropole, hier à Strasbourg, sur les communes carencées, c'est-à-dire qui ne construisent pas assez de logements sociaux : « *À la suite du comité interministériel qui s'est tenu lundi, une liste des 36 communes carencées a été publiée. Cette liste ne concernait que les cinq régions les plus touchées. L'Alsace est la sixième région* », indique-t-il.

Réhabilitation de l'hôpital militaire

Son cas sera examiné lors d'un prochain comité interministériel, au printemps prochain, qui publiera

une seconde liste de communes pour lesquelles l'État se substituerait aux maires afin d'y construire du logement social.

« *Malgré un important travail de fond qui a été réalisé depuis quinze ans, onze communes sont carencées en Alsace et treize sont encore loin des objectifs* », relève-t-il. Six de ces communes sont situées dans le Haut-Rhin – Blotzheim (taux de logement social : 4,58 %), Bollwiller (12,78 %), Habsheim (7,4 %), Rixheim (13,08 %), Turckheim (9,78 %), Wintzenheim (13,1 %) – et cinq dans le Bas-Rhin dont quatre dans l'Eurométropole de Strasbourg – Eckbolsheim (8,77 %), La Wantzenau (lanterne rouge en Alsace avec... 1,61 %), Reichstett (9,68 %), Schweighouse-

sur-Moder (11,95 %), Vendenheim (6,86 %).

Mais Thierry Repentin s'attache également à obtenir que l'État concoure à créer des logements en cédant une partie de son patrimoine immobilier. Et dans ce cadre, il a visité l'ancien hôpital militaire Lyautey de Strasbourg. Celui-ci a cessé ses activités en 1998 et les services, que les HUS y avaient implantés en attendant la construction du Nouvel hôpital civil, ont déménagé en 2008. Le site n'est plus occupé actuellement que par un centre d'accueil des demandeurs d'asile et pour l'hébergement hivernal d'urgence.

« Un levier pour la mixité sociale »

Le député PS de la circonscription, Philippe Bies, a expliqué que la rénovation – car les beaux bâtiments seront préservés – permettrait de désenclaver le quartier car le site est entouré de murs. « *Le projet prévoit de réhabiliter 10 000 m² de bâtiments, ce qui permettrait de créer 145 logements en accession sociale et de l'activité – commerce et artisanat – qui bénéficieront de la TVA réduite* », indique-t-il.

Pour lui, ce projet est « *un levier pour la mixité sociale* », rappelant qu'en une décennie « *1 000 logements privés ont été construits dans ce quartier du Neuhof* ».

Al. B.

SOCIAL

FO dénonce les attaques contre les négociations collectives

Jean-Claude Mailly dresse un sombre tableau de l'Europe sociale où le droit de grève est remis en cause.

Alvezio Buonsortore

Pour le traditionnel congrès annuel de rentrée de FO 67, le secrétaire général de ce syndicat, Jean-Claude Mailly est venu s'exprimer devant les militants à Molsheim, hier matin. Il a souhaité faire le point de la situation sociale nationale en la replaçant dans un contexte européen : « *J'étais mercredi à Bruxelles pour une rencontre de la Confédération européenne des syndicats, où nous avons pointé les attaques contre le droit de grève dans trois pays : le Royaume-Uni, l'Espagne et la Belgique. Mais les négociations collectives sont également mises à mal dans de nombreux pays pour privilégier le niveau de l'entreprise* », relève-t-il.

« Une nouvelle dérive libérale »

Il constate qu'en affaiblissant les négociations collectives on pénalise « *les 90 % de salariés français couverts par des conventions collectives. Ils ne sont que 60 % en Allemagne, ce qui explique, entre autres, qu'ils aient demandé la mise en place d'un salaire minimum garanti dans ce pays* », poursuit le leader syndical.

Dans une semaine, le gouvernement doit donner ses orientations sur ce sujet et FO redoute « *une nouvelle dérive libérale du gouvernement* », mais aussi « *la mise en place d'un droit du travail "light"* ».

Jean-Claude Mailly critique également « *l'autoritarisme social du gouvernement qui impose ses choix, comme dans la fonction publique, malgré l'opposition d'une majorité de syndicats* ».



Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, est intervenu, hier à Molsheim, au congrès départemental de FO. DR

« Je ne décolère pas »

Le secrétaire général de FO est revenu sur l'accord sur les retraites complémentaires : « *Je ne décolère pas ! Les salariés et les retraités vont supporter 90 % des efforts et le gouvernement s'est déjà engagé à compenser les 10 % qui devaient être à la charge des entreprises. Je ne comprends pas que les autres syndicats aient cédé à 18 mois de l'élection présidentielle : c'est un mauvais signal donné aux politiques...* »

Quant au dialogue social, il relève que « *sans FO, la Conférence sociale aurait été une réunion des Bisounours* ». Il souligne le constat identique de FO et du président de la République sur « *les inquiétudes politiques et démocratiques. Mais si François Hollande pense que le problème vient de la question identitaire, nous sommes persuadés qu'il s'agit d'une conséquence de la détérioration économique et sociale de notre pays. Si les gens ne peuvent plus s'exprimer socialement, ils le font savoir dans les urnes.* »